



NICOLAS
LECAUSSIN

Selon le directeur du développement de l'Iref, de tous les pays industrialisés, seule la France refuse de demander des sacrifices aux agents de l'État.

Moins de fonctionnaires : « Yes we can! »

D'après un récent sondage Eurobaromètre-TNS Opinion, 50 % des Français ont une bonne opinion de leur administration et 46 % une mauvaise (4 % ne se prononcent pas). Or, les Allemands, eux, sont 73 % à avoir une opinion favorable envers leur administration, tandis que 23 % seulement d'entre eux sont d'un avis contraire (4 % ne se prononcent pas). Pourtant, chez notre voisin, l'État dépense tous les ans 140 milliards d'euros de moins qu'en France. L'Allemagne ne compte que 50 fonctionnaires pour 1 000 habitants, alors que la France dénombre 90 fonctionnaires pour 1 000 habitants. Enfin, le coût des fonctionnaires en Allemagne représente 7 % du PIB contre 13 % en France. C'est la preuve que le fameux « *il faut plus de moyens* » invoqué par les syndicats de la fonction publique en France ne résiste pas aux faits.

Malgré un niveau de dépenses publiques jamais atteint (57,2 % du PIB) et une augmentation galopante du nombre de fonctionnaires, le gouvernement socialiste a pourtant choisi de ne pas réformer l'État comme le simple bon sens le demande. Il est frappant de noter que la France est le seul pays victime de la crise à ne pas avoir touché à ses fonctionnaires. Tous leurs

privilegés ont été gardés. Aucun sacrifice ne leur a été demandé, alors que cela a été le cas un peu partout ailleurs.

En Grande-Bretagne, depuis l'arrivée au gouvernement des conservateurs en 2010, le secteur public a vu entre 500 000 et 600 000 emplois publics supprimés. Aux États-Unis, entre 2009 et 2012, le nombre de fonctionnaires employés par les États, les comtés et les villes a connu une chute spectaculaire : - 560 000 (- 4 %). Sur presque la même période (2009-2011), le nombre de fonctionnaires des collectivités locales françaises a

Les États qui ont décidé de tailler dans le vif affichent aujourd'hui de vrais signes de reprise économique

augmenté de... 70 000 personnes (+ 4 %). Au total, plus de 720 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés aux États-Unis depuis 2009.

D'autres pays comme l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et même la Grèce ont drastiquement baissé le nombre de fonctionnaires. L'Irlande a réduit leurs salaires jusqu'à 20 %. L'Espagne est allé jusqu'à les diminuer de 15 % et, comme le Portugal, a choisi de remplacer seulement un fonctionnaire sur dix partant à la retraite ! Contrairement à la France,

ces États qui ont décidé de tailler dans le vif - Grande-Bretagne, États-Unis et Irlande en tête - affichent aujourd'hui de vrais signes de reprise économique. Ce qui n'a pas empêché le premier ministre britannique, David Cameron, de déclarer que la politique de réformes va continuer de plus belle et que l'État se désengagera de plus en plus de l'activité économique au Royaume-Uni.

D'autres pays ont fait ces réformes il y a plusieurs années et - quelle coïncidence ! - ils ont été épargnés par la crise de 2008. Dans les années 1990, la Suède, le Canada ou les Pays-

Bas ont fait des coupes drastiques dans leurs dépenses et ont diminué le nombre de fonctionnaires. Des ministères

ont eu leur budget divisé par deux et les postes de fonctionnaires par trois ou quatre. Le statut des fonctionnaires a même parfois été supprimé, en Suède par exemple. Certaines administrations sont devenues des organismes mi-publics, mi-privé.

Ces réformes ont été menées par des gouvernements de centre gauche ou de gauche comme en Suède ou au Canada, pays terriblement étatisés et au bord de la faillite au début des années 1980. Au Canada, on a adopté à l'époque la règle suivante : 7 dollars d'économies

pour 1 dollar d'impôts nouveaux. En France, le chiffre est plus qu'inversé aujourd'hui : 20 euros d'impôts nouveaux pour 1 euro d'économie.

En Suède et au Canada, les fonctionnaires n'ont pas été mis à la porte du jour au lendemain. On a privilégié les retraites anticipées avec des primes au départ. Mais, en même temps, les nouveaux venus perdaient tous les avantages de leurs prédécesseurs : plus de statut, ni de privilèges.

Il est faux de croire que cela ne serait pas possible en France. Il suffit de mettre en place le même système du donnant-donnant et d'identifier les administrations concernées. L'Institut de recherches économiques et fiscales (Iref) a évalué ce qu'aurait entraîné en France l'équivalent du blocage budgétaire (*shutdown*) qui a eu lieu récemment aux États-Unis. Il a mesuré les effets qu'aurait un tour de vis aussi drastique sur les administrations et les organismes correspondant à ceux qui ont été touchés aux États-Unis. Nous arrivons à un chiffre qui serait de 473 526 fonctionnaires au chômage technique en France contre 800 000 aux États-Unis. Pour la France, cela représenterait une économie d'environ 336 millions d'euros par semaine. Si radical que puisse paraître ce scénario, il a le mérite de révéler que les pistes d'économies sont nombreuses.